

# Brève histoire de la SPHQ : la période dite de collaboration (1975-2004)

**Olivier Lemieux**, doctorant en administration et politiques de l'éducation à l'Université Laval, avec la collaboration de

**Jean-François Cardin**, professeur en didactique de l'histoire à l'Université Laval

Cet article est le troisième d'une série portant sur le rôle politique de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ). Alors que le premier offrait un portrait de la littérature ayant traité de la Société, le deuxième se consacrait aux circonstances de sa fondation et à son évolution lors des treize années suivantes, soit durant la période dite de la corporation (1962-1975), pour reprendre le terme employé par Lise Hébert et Luigi Trifiro (1987). Rappelons que cette période se termine avec un vote unanime à l'Assemblée nationale du Québec obligeant tous les élèves du secondaire à suivre le cours d'histoire nationale et à réussir l'examen du ministère pour obtenir leur diplôme d'études secondaires. Cet événement marquait une première victoire politique pour la SPHQ. Ainsi, dans le présent article, nous poursuivons cette entreprise en nous penchant, cette fois, sur la deuxième période de la SPHQ qui, toujours selon la périodisation de Hébert et Trifiro, serait celle de la collaboration. Cette période débute en 1975 avec l'arrivée à la présidence de Gilles Berger et nous la faisons terminer avec celle de Laurent Lamontagne en 2004. Enfin, pour mener notre recherche, précisons que nous mettrons à profit la littérature savante – à laquelle nous ajouterons notre propre expertise –, les éditoriaux du Bulletin de la société et les bilans émis par les présidents.

## Les réflexions autour des prochains programmes

Après le départ à la présidence de René Durocher, la SPHQ, pour se faire entendre, change de stratégie. Elle abandonne petit à petit son attitude critique envers le ministère de l'Éducation (MEQ) pour en devenir une collaboratrice étroite. Cependant, comme le rappelle Dumont (1977b), si la SPHQ croyait pouvoir se dégager de son rôle de groupe de pression, un nouveau dossier lui démontre qu'elle doit conserver les deux chapeaux. Bien qu'il est indéniable qu'elle ait réussi à redorer le blason de l'enseignement de l'histoire nationale, comme le démontre par exemple une enquête de Berger attestant de l'augmentation du taux de fréquentation du cours d'histoire nationale en 1975 ou, encore, l'officialisation de son caractère obligatoire en 1976, il demeure que le cours de quatrième secondaire n'est pas sans problèmes (Bouvier, 2012). À ce propos, Berger n'emploie pas de

détour :

Pour rendre cette décision profitable, il reste à obtenir qu'on fixe ce cours en secondaire IV, qu'on assure qu'il soit enseigné par des gens préparés, qu'on ouvre des budgets dans les commissions scolaires pour la préparation de matériel d'enseignement, qu'on favorise l'échange d'idées et de moyens entre les professeurs [...], enfin qu'on modifie de fond en comble le système de mesure et d'évaluation ainsi que le principe de la certification. (Berger, 1975, p. 2)

Puis en novembre 1976 c'est l'arrivée au pouvoir du Parti québécois (PQ) qui bouleverse le haut fonctionariat du MEQ et publie le document *L'enseignement primaire et secondaire au Québec : Livre vert* (1977), piloté par Jacques-Yvan Morin, et visant à solliciter la consultation de tous les intervenants en ce qui a trait, notamment, aux orientations des futurs programmes.

À peine deux ans après sa première grande victoire politique, la SPHQ découvre alors que son combat pour un enseignement de l'histoire de qualité n'est pas terminé. Une nouvelle croisade est entreprise par certains membres de la Société – dont la très influente Micheline Dumont – contre les orientations proposées par le *Livre vert*. En fait, ce document entendait proposer une nouvelle grille horaire ne faisant pas consensus et, surtout, faisant fi des avancées didactiques en revenant à une mémorisation de faits et de dates (Bouvier, Cardin et Duquette, 2009c). Ainsi, en mai 1977, la SPHQ forme un front commun avec les associations rassemblant les enseignants de sciences humaines, soit la Société des professeurs de géographie du Québec (SPGQ) et la Société des professeurs d'économie du Québec (SPEQ). Didacticiens, conseillers pédagogiques et enseignants des trois sociétés se concertent alors pour présenter un mémoire commun (Berger, 1978b). La plupart des principes de ce mémoire sont acceptés par leurs membres, puis par le gouvernement. Ce deuxième combat donne une nouvelle fois raison à la SPHQ et aux autres sociétés de sciences humaines (Cardin, 2006), puisque le gouvernement réoriente sa réforme dans *L'école québécoise : Énoncé de politique et d'action* (1979), plus

connu sous le nom de *Livre orange*, lequel prévoit un cours d'histoire occidentale au premier cycle et un cours d'histoire nationale au second, ce qui respecte, entre autres, la grille-matières proposée par les trois sociétés. Quoi qu'il en soit, la SPHQ décide à ce moment de former un comité devant proposer les orientations du futur cours d'histoire nationale, un comité dirigé par Dumont et formé notamment de l'historien Jean-Paul Bernard et des enseignants Jacques Robitaille et Louise Charpentier (Berger, 1978a; Dumont, 2011). Ce comité proposera ni plus ni moins qu'un programme d'histoire nationale au MEQ (Berger, 1978c). D'ailleurs, peu de temps après, Charpentier dirige le groupe de travail devant élaborer et rédiger le futur programme d'histoire nationale, lequel s'inspire en très grande partie de la philosophie et de la structure proposées par ce comité (Lavallée, 2008).

Au cours de cette période, malgré ses nombreuses et intenses activités comme groupe d'influence, la SPHQ continue de remplir son rôle pédagogique. En fait, c'est surtout à travers le *Bulletin de liaison*, mais également par l'organisation du congrès annuel, qu'elle réussit, de façon régulière, à informer ses membres sur les démarches innovantes liées à l'enseignement de l'histoire. Comme le souligne le didacticien de l'histoire Félix Bouvier (2012), un discours didactique passablement cohérent s'impose dans les pages de la revue au cours des années 1970, lequel met de l'avant une démarche d'apprentissage plus active des élèves afin de développer la méthode historique. Pour ce faire, en appui sur des recherches, des écrits scientifiques et des expériences de classe, l'enseignant est incité à « sortir du magistral » et à varier les approches pédagogiques. Enfin, dernière nouveauté, à partir de 1978, la SPHQ s'associe à la Fondation Lionel-Groulx, afin d'organiser le Concours Lionel-Groulx, créé trois ans plus tôt, et invitant les élèves de niveaux secondaire et collégial à produire une recherche et un travail sur un thème préétabli. Ce concours donne une vitrine à la Société, laquelle réussit à convaincre le MEQ de le financer (Hommel et Jacques, 2006).

## L'élaboration des nouveaux programmes par objectifs

Alors que Berger a développé une attitude de collaboration avec le MEQ tout en sachant conserver une posture critique, l'arrivée de Jacques Robitaille à la présidence de la SPHQ, en 1978, marque un tournant : Robitaille abandonne petit à petit le rôle critique et prône la participation étroite aux activités du ministère. En devenant très proche du MEQ, la SPHQ espère ainsi faire valoir ses priorités dans l'élaboration des programmes d'histoire (Hébert et Trifiro, 1987). C'est donc dans ce contexte qu'est élaboré, par un comité dirigé par Nelson Dubé, le programme d'histoire occidentale de 2<sup>e</sup> secondaire et, par un comité dirigé

par Charpentier, le programme d'*Histoire du Québec et du Canada* de 4<sup>e</sup> secondaire. L'élaboration de ces programmes découle alors d'un processus complexe aujourd'hui mieux connu que celui ayant mené à la production du *Document C* de 1967 et même que celui du programme d'*Histoire et éducation à la citoyenneté* (HEC) de 2006. Pour commencer, le comité a rencontré des conseillers pédagogiques pour fixer quelques orientations. Dans un deuxième temps, il a consulté des enseignants sous la forme d'entrevues et de sondages ou lors des congrès de la SPHQ. Dans un troisième temps, il a rédigé une première mouture du programme et il l'a déposé aux fins de consultation en 1980. Enfin, une conseillère pédagogique du MEQ s'est consacrée à la rédaction finale du programme (Prud'homme, 2006). Or, à son grand bonheur, la SPHQ a été mise à contribution à toutes les étapes de l'élaboration.

En ce qui concerne les activités pédagogiques de la Société, de la fin de 1980 au début 1982, le *Bulletin de liaison*, qui paraît environ quatre fois par an, se double de *SPHQ Nouvelles*, qui paraît six fois par an, plus précisément au cours des mois de relâche du *Bulletin* (Hommel et Jacques, 2006). Cet ajout, mis en place par Gérard Cachat, président de la Société de 1980 à 1982, vise à donner une nouvelle impulsion à la Société, laquelle traverse alors une période moins dynamique. C'est donc dans la perspective de donner un sang nouveau que naît *SPHQ Nouvelles* et que Cachat met sur pied en 1981 la première – et malheureusement la dernière – Semaine de l'Histoire, qui connut un certain succès et eut des échos partout dans la province. Bref, les initiatives de Cachat portent leurs fruits et la SPHQ réussit au cours de son mandat à atteindre un membership de 600 enseignants, un record inégalé depuis les premières années. Cependant, comme le révèle le congrès de l'Université Laval de 1982, plutôt que de signifier un tournant décisif, la présidence de Cachat n'est qu'une courte embellie. En effet, ce congrès révèle au grand jour une des plus importantes crises de participation de l'histoire de la Société, alors que très peu de membres se présentent au congrès (Hébert et Trifiro, 1987). L'élection de Luigi Trifiro en 1983 donne cependant un nouveau souffle, lequel fixe comme simple objectif de continuer de répondre aux besoins des membres en tentant, tout à la fois, de tisser des liens étroits avec les groupements et organismes s'intéressant à l'histoire et aux sciences humaines comme la SPGQ, la SPEQ et l'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF). Surtout, les membres vont se mobiliser contre le projet de loi 40 visant une restructuration scolaire et faisant de la direction de l'établissement et des parents le centre décisionnel des grandes orientations pédagogiques et administratives de l'école. Nous l'aurons deviné, les enseignants se sentent mis à l'écart du processus décisionnel : « nous voulons

participer pleinement à la vie de l'école puisque nous faisons partie de cette école. [...] Nous voyons dans ce projet de loi, un mépris des enseignants dans leur acte professionnel » (Trifiro, 1984).

Si la collaboration avec la SPGQ et la SPEQ est davantage d'ordre pratique et financier (discussions à propos d'évènements ou de publications conjointes), celle avec l'IHAF est plutôt de nature scientifique. En effet, comme l'a observé Cardin (2006), alors que la SPHQ avait réussi jusqu'au début des années 1980 à attirer la participation active de certains historiens dans ses congrès et sa revue, ces derniers s'en désintéressent de plus en plus au milieu de la décennie. Ce phénomène est d'ailleurs très perceptible dans le premier numéro de la nouvelle revue *Traces*, qui remplacera le *Bulletin de liaison* en 1988, où n'apparaîtra presque pas d'historien. Encore une fois, les efforts et les innovations de la part de l'exécutif de la SPHQ deviennent nécessaires et ils semblent porter fruit : la participation au congrès de Compton de 1984 est plus nombreuse et plus active. Ainsi, une série de nouveaux objectifs apparaissent au cours de la présidence de Lise Hébert (1984-1986) et de Pierre Carle (1986-1988), lesquels procèdent à des réorientations de la revue, à de nombreuses enquêtes, à la création du Prix Brunet-Séguin – décerné au meilleur enseignant d'histoire –, à la valorisation du cours d'histoire contemporaine en 5<sup>e</sup> secondaire et, enfin, à la tentative de rapatriement des enseignants du niveau collégial (Hébert et Trifiro, 1987). Malgré tout, il demeure que le dynamisme dont fait preuve la série d'exécutifs réussit à peine à combler l'essoufflement qui marque les effectifs de la Société, ce dont témoigne, par exemple, la quasi-disparition parmi les membres des représentants du monde universitaire (Augé, 1987).

## Les réflexions autour de la prochaine réforme

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, la SPHQ s'intéresse à plusieurs questions de nature politique, comme le révèlent plusieurs articles de *Traces*. Par exemple, le conseiller pédagogique et futur didacticien de l'histoire, Robert Martineau, qui gagne beaucoup en influence au cours de ces années et aborde de nombreuses questions en émergence à cette époque, telles que l'augmentation de la diversité culturelle en classe, le lien entre mémoire collective et mémoire historique, ou encore la contribution de l'histoire dans la construction identitaire et la participation à la démocratie et à la citoyenneté (Bouvier, Cardin et Duquette, 2011a). Un autre exemple est celui de l'enseignant et vice-président aux affaires internes, Jacques Décarie, qui présente un article (1991) marqué par l'échec des Accords du lac Meech et qui interroge le manque d'importance et

d'intérêt que la société québécoise accorde à l'histoire (Bouvier, Cardin et Duquette, 2011b). Enfin, un autre article (1993), provenant cette fois du vice-président aux affaires externes et futur président de la SPHQ, Grégoire Goulet, nous indique que la Société continue d'entretenir un lien étroit avec le MEQ. En effet, il semblerait que les deux organisations travaillent de près pour produire un guide pédagogique complémentaire au programme d'histoire du XX<sup>e</sup> siècle en cinquième secondaire, sorti en 1988 (Bouvier, Cardin et Duquette, 2013a). Dernier fait qui révèle bien ce partenariat serré au cours de ces années : la revue *Traces* participe au traitement des résultats de l'examen ministériel en histoire du Québec et du Canada de quatrième secondaire.

La tenue des États généraux sur l'Éducation, entamés en 1995, est un autre moment fort de la décennie 1990. Le 10 août 1995, le président de la SPHQ, Jean-Vianney Simard, présente un mémoire qui découle, selon Bouvier, Cardin et Duquette (2013b), d'une consultation des membres de la Société. Quatre problèmes généraux de l'éducation y sont ciblés : 1) le décrochage scolaire; 2) la piètre qualité du français écrit; 3) le peu d'intérêt accordé aux sciences humaines; et 4) la faiblesse de la culture générale. Pour les résoudre, Simard propose une augmentation du temps d'enseignement de l'histoire du primaire au collégial. Toutefois, d'autres problèmes sont aussi mis de l'avant dont la faiblesse de la formation disciplinaire des enseignants d'histoire, l'optionalité du cours d'histoire du XX<sup>e</sup> siècle en cinquième secondaire et l'approche par compétences adoptée dans les cégeps depuis la « réforme Robillard » de 1993. Bref, ce mémoire renoue quelque peu avec l'attitude critique que la Société avait en partie mise de côté depuis sa lutte contre le *Plan d'études 625* et l'optionalité du cours d'histoire nationale au milieu des années 1970 – à l'exception de l'épisode du Livre vert.

En 1996, ces orientations sont poursuivies au sein d'un autre mémoire présenté par le nouveau président, Grégoire Goulet, au Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire présidé par l'historien Jacques Lacoursière (Bouvier, Cardin et Duquette, 2013c). Goulet continue, les années suivantes, de développer sa pensée à travers des articles publiés dans *Traces*. Par exemple, il approuve l'idée du document de réflexion du MEQ d'incorporer l'éducation à la citoyenneté à l'enseignement de l'histoire (Goulet dans Bouvier, Cardin et Duquette, 2014). En 1999, le sous-ministre du MEQ, Robert Bisailon, présente les grands traits de la future réforme dans les pages de *Traces*. Cette réforme favoriserait le rehaussement culturel par les disciplines favorisant l'autonomie de la pensée, de sorte que l'histoire y occuperait une place de premier choix (Bouvier, Cardin et Duquette, 2014). Enfin, les dernières

années de la deuxième période et du règne de Goulet sont marquées par des innovations, notamment au plan technique, comme la création du site Internet à la fin des années 1990.

## Conclusion

Dans les lignes précédentes, nous avons suivi l'évolution de la SPHQ durant la deuxième période de son histoire, c'est-à-dire la période de la collaboration (1975-2004). Cette période est marquée par la relation que développent, dans un premier temps, la SPHQ et le MEQ, et, dans un deuxième temps, la SPHQ et d'autres groupes s'intéressant à l'histoire, aux sciences humaines et à leur enseignement. Cela ne signifie pas que la Société ne traverse pas de nombreux défis, lesquels sont parfois de nature externe, comme en témoigne l'épisode du *Livre vert*, ou de nature interne, comme le révèle l'essoufflement du nombre de membres au cours des années 1980. Quoi

qu'il en soit, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et au début de la troisième période, la Société est en bonne posture. En effet, bien que le MEQ semble moins la solliciter qu'au cours des règnes de Robitaille, elle apparaît toujours comme l'un des acteurs les plus légitimes en matière d'enseignement de l'histoire. D'ailleurs, les orientations proposées par le *Rapport Lacoursière* (1996) rejoignent celles mises de l'avant par la Société. C'est donc avec un certain enthousiasme vis-à-vis de l'avenir que se termine la deuxième période et que débute, à l'arrivée de Laurent Lamontagne à la présidence, la troisième période, c'est-à-dire celle des grandes transformations (2004-2015).

**Note au lecteur** : cet article découle d'une étude plus large ayant pour objet principal la SPHQ. Si vous avez des informations complémentaires, des commentaires ou des recommandations à nous proposer, nous vous serions très reconnaissants de nous en faire part à l'adresse suivante : [olivier.lemieux.2@ulaval.ca](mailto:olivier.lemieux.2@ulaval.ca)

## Bibliographie

- Augé, L.-É. (1987). Quart de siècle éditorial. *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 25(5), 7-8.
- Berger, G. (1975). Éditorial. *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 13(4), 1-3.
- Berger, G. (1978a). Les comités internes de la SPHQ. *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 16(2), 22.
- Berger, G. (1978b). La SPHQ et le « Livre vert ». *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 16(2), 22.
- Berger, G. (1978c). La SPHQ et l'histoire au secondaire. *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 16(3), 21-22.
- Bouvier, F. (2012). Les mutations accélérées se poursuivent : les années 1970-1983 au secondaire. Dans F. Bouvier, M. Allard, P. Aubin et M.-C. Larouche (dir.), *L'histoire nationale à l'école québécoise : Regards sur deux siècles d'enseignement* (346-376). Québec, Québec : Septentrion.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2008a). Recherche didactique sur l'enseignement de l'histoire au Québec : Les années 1960. *Traces*, 46(2), 27-34.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2009a). Les années 1970-1975 en didactique de l'histoire dans le *Traces*, 47(1), 24-34.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2009b). « Recherche didactique sur l'enseignement de l'histoire au Québec » : Une critique. Réplique de Félix Bouvier, Jean-François Cardin et Catherine Duquette. *Traces*, 47(2), 10.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2009c). L'évolution de la didactique de l'histoire entre 1975 et 1982 dans le *Bulletin de liaison de la SPHQ*. *Traces*, 47(3), 8-19.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2010). Recherche didactique : L'implantation de nouveaux programmes et ses suites entre 1983 et 1989. *Traces*, 48(3), 15-31.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2011a). Recherche didactique, Des années de vitesse de croisière : 1990-1992, 1<sup>e</sup> partie. *Traces*, 49(2), 6-14.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2011b). Recherche didactique, Des années de vitesse de croisière : 1990-1992, 2<sup>e</sup> partie. *Traces*, 49(3), 5-17.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2013a). La réflexion didactique dans la revue *Traces* : Les années 1993-1995 (1<sup>e</sup> partie). *Traces*, 51(1), 9-17.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2013b). La réflexion didactique dans la revue *Traces* : Les années 1993-1995 (2<sup>e</sup> partie). *Traces*, 51(2), 28-36.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2013c). La didactique de l'histoire dans la revue *Traces* en 1996-1997. *Traces*, 51(3), 10-24.
- Bouvier, F., Cardin, J.-F. et Duquette, C. (2014). Les articles de nature didactique dans la revue *Traces* en 1998-1999. *Traces*, 52(3), 12-24.
- Cardin, J.-F. (2006). Les historiens et le dossier de l'enseignement de l'histoire : chronique d'un passage du centre vers la marge. *Bulletin d'histoire politique*, 14(3), 53-74.
- Décarie, J. (1991). De l'importance de l'histoire. *Traces*, 29(2), 2.
- Dumont, M. (1977b). La SPHQ, quinze années d'histoire. *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 16(1), 28-32.
- Dumont, M. (2011). Aux origines de la didactique de l'histoire au Québec : Considérations impressionnistes et politiques. Dans J.-F. Cardin, M.-A. Éthier et D. Lefrançois (dir.), *Enseigner et apprendre l'histoire : Manuels, enseignants et élèves* (13-35). Québec, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Goulet, G. (1993). Enfin un pas en avant. *Traces*, 31(2), 4.
- Hébert, L. et Trifiro, L. (1987). 25 ans, déjà ! *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 25(5), 4-6.
- Hommel, F. et Jacques, C. (2006). Répertoire numérique détaillé du fonds Société des professeurs d'histoire du Québec (P280). Québec, Québec : Bureau du secrétaire général de l'Université Laval.
- Lavallée, J. (2008). De l'histoire du Québec et du Canada à une histoire pour une éducation à la citoyenneté. Dans R. Comeau et J. Lavallée (dir.), *Contre la réforme pédagogique* (169-182). Montréal, Québec : VLB éditeur.
- Prud'homme, J. (2007). Réformer l'Enseignement et réformer les maîtres : La transformation des programmes d'histoire nationale et ses acteurs au Québec, 1963-2006. *Bulletin d'histoire politique*, 15(2), 185-216.
- Trifiro, L. (1984). La SPHQ refuse le projet de loi 40. *Bulletin de liaison de la SPHQ*, 22(3), 3-4.